



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/3565
28 février 1957
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Onzième session
Point 63 de l'ordre du jour

QUESTION DE L'IRIAN OCCIDENTAL (NOUVELLE-GUINEE OCCIDENTALE)

Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Franz MATSCH (Autriche)

1. Par une lettre en date du 8 octobre 1956 (A/3200), les représentants permanents de l'Afghanistan, de l'Arabie Saoudite, de la Birmanie, du Cambodge, de Ceylan, de l'Egypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de la Jordanie, du Liban, de la Libye, du Pakistan, de la Syrie et du Yémen ont demandé, d'ordre de leurs gouvernements respectifs, l'inscription de la question suivante à l'ordre du jour de la onzième session de l'Assemblée générale : "Question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale)". Par une lettre en date du 17 octobre 1956 (A/3200/Add.1), le représentant permanent de l'Iran a demandé que le nom de son pays soit ajouté aux pays précités.
2. Le mémoire explicatif joint à la première lettre rappelait la résolution 915(X) du 16 décembre 1955, dans laquelle l'Assemblée générale avait exprimé l'espoir que les négociations qui avaient été entreprises alors par le Gouvernement de la République d'Indonésie et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas donneraient des résultats satisfaisants. Toutefois, étant donné que lesdites négociations n'avaient pas eu les résultats escomptés, les gouvernements précités estimaient nécessaire d'attirer à nouveau l'attention de l'Assemblée générale sur la question de l'Irian occidental, pour que l'Assemblée examine cette question et formule la ou les recommandations appropriées.

3. A sa 578ème séance plénière, tenue le 15 novembre 1956, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la présente session et l'a renvoyée à la Première Commission pour examen et rapport.
4. La Première Commission a examiné la question de sa 857ème séance à 863ème séance, du 23 au 28 février 1957.
5. A la 857ème séance, tenue le 23 février 1957, l'Arabie Saoudite, la Birmanie, la Bolivie, Ceylan, le Costa-Rica, l'Equateur, l'Ethiopie, l'Inde, l'Irak, le Pakistan, le Soudan, la Syrie et la Yougoslavie ont présenté un projet de résolution commun (A/C.1/L.173). Ce projet de résolution tendait à ce que l'Assemblée générale, ayant examiné la question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale), rappelant sa résolution 915(X) du 16 décembre 1955, et notant que les négociations entre les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas n'ont pas jusqu'ici permis de résoudre ce problème, 1) prie le Président de l'Assemblée générale de constituer une commission de bons offices composée de trois membres, en vue d'aider aux négociations entre les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas de manière à parvenir à une solution juste et pacifique de la question, conformément aux principes et aux buts de la Charte, et 2) prie la Commission de bons offices de rendre compte à l'Assemblée générale à sa prochaine session ordinaire.
6. A la 863ème séance, tenue le 28 février 1957, le projet de résolution commun (A/C.1/L.173) a été adopté, à la suite d'un vote par appel nominal, par 39 voix contre 25, avec 9 abstentions; les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite, Birmanie, Bolivie, Bulgarie, Cambodge, Ceylan, Costa-Rica, Egypte, Equateur, Ethiopie, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Japon, Jordanie, Liban, Libéria, Libye, Maroc, Népal, Pakistan, Philippines, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Salvador, Syrie, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yougoslavie.

Ont voté contre : Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, France, Honduras, Irlande, Islande, Israël, Italie, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

Se sont abstenus : Argentine, Chili, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Laos, Mexique, Turquie, Uruguay.

7. En conséquence, la Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

QUESTION DE L'IRIAN OCCIDENTAL (NOUVELLE-GUINEE OCCIDENTALE)

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale),

Rappelant sa résolution 915(X) du 16 décembre 1955,

Notant que les négociations entre les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas n'ont pas jusqu'ici permis de résoudre ce problème,

1. Prie le Président de l'Assemblée générale de constituer une commission de bons offices composée de trois membres, en vue d'aider aux négociations entre les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas de manière à parvenir à une solution juste et pacifique de la question, conformément aux principes et aux buts de la Charte;

2. Prie la Commission de bons offices de rendre compte à l'Assemblée générale à sa prochaine session ordinaire.
